

PRINCIPES DE DROIT JUDICIAIRE PRIVÉ

Dominique Mougenot

Tiré à part du Répertoire Notarial



larcier

TABLE DES MATIÈRES

Numéros	Pages
Inhoud	31
Table alphabétique.....	61
Zaakregister.....	71
Table des décisions citées.....	81
1. Préambule.....	85

TITRE I

PRINCIPES GÉNÉRAUX

CHAPITRE I

LE DROIT JUDICIAIRE ET LE CODE JUDICIAIRE

2. Description du droit judiciaire privé.....	87
3. Délimitation du droit judiciaire.....	87
4. Sources du droit judiciaire.....	88

CHAPITRE II

PRINCIPES GÉNÉRAUX DE LA PROCÉDURE CIVILE

SECTION I

Le droit au procès équitable

5. Source et manifestations du principe du procès équitable.....	90
--	----

SECTION II

La publicité des audiences

6. Principe de la publicité des audiences.....	91
6-1. Exceptions au principe.....	92

SECTION III
Principe dispositif

7. Définition du principe.....	92
8. La détermination des parties au procès.....	92
9. La détermination de la matière litigieuse.....	92
10. L'introduction et la direction du procès.....	93

SECTION IV
Caractère accusatoire de la procédure

§1. — *Notion*

11. Caractère accusatoire de la procédure civile.....	94
---	----

§2. — *Direction du procès*

12. Perte de la maîtrise des parties sur la direction du procès.....	94
13. Les mesures d'instruction.....	95
14. La mise en état.....	95

§3. — *Tâche juridictionnelle du juge*

15. La tâche juridictionnelle du juge.....	95
--	----

SECTION V
Procédure écrite et orale

16. Caractère mixte de la procédure civile.....	97
---	----

SECTION VI
**Principe du contradictoire — Respect des droits de la défense
Egalité des armes**

17. Détermination du principe du contradictoire.....	97
18. Rôle du juge.....	98
19. Egalité des armes.....	98

SECTION VII
La loyauté procédurale — L'interdiction de l'abus de droit

20. La loyauté procédurale.....	99
21. L'interdiction de l'abus de droit.....	100

Numéros

Pages

SECTION VIII

**Le principe de célérité et d'économie de procédure
Le principe de concentration**

22. La célérité.	101
23. L'économie de procédure.	102
24. La concentration.	102

CHAPITRE III

LES RÈGLES PRÉLIMINAIRES DU CODE JUDICIAIRE

25. Principes énoncés dans le Code judiciaire.	104
26. Le Code judiciaire, droit commun de la procédure.	104
27. Exceptions au principe.	104
28. L'interdiction du déni de justice.	105
29. L'interdiction de statuer par voie de disposition générale.	106

CHAPITRE IV

L'ACTION EN JUSTICE

SECTION I

Notion

30. Définition de l'action en justice.	108
31. Distinction entre le droit subjectif et l'action.	108
32. Distinction entre action et demande en justice.	108

SECTION II

Recevabilité de l'action : intérêt et qualité

33. Conditions de recevabilité : l'intérêt et la qualité.	109
--	-----

§ 1. — *L'intérêt*

34. Définition de l'intérêt.	109
35. Conditions de l'intérêt	
a) Il doit être effectif et non théorique.	110
36. b) Il doit être direct et personnel.	110
37. Les actions d'intérêt collectif.	111
38. L'action de groupe (« <i>class action</i> »).	111
39. Conditions de l'intérêt : il doit être né et actuel.	112
40. Exception : l'action déclaratoire et l'action <i>ad futurum</i>	112
41. L'intérêt doit-il être légitime ?	113

Numéros	Pages
§2. — <i>La qualité</i>	
42. Notion.....	114
43. Mandataires.....	114
44. Personnes morales.....	115
45. Qualité du défendeur.....	115

§3. — *Y a-t-il d'autres conditions de recevabilité?*

46. La capacité?	115
------------------------	-----

CHAPITRE V

L'EXERCICE DE L'ACTION : LA DEMANDE ET LA DÉFENSE

SECTION I

Éléments constitutifs de la demande

§1. — *La cause*

47. Définition de la cause.....	116
48. Position traditionnelle de la jurisprudence : la conception juridique.....	116
49. Position de la doctrine : la conception factuelle.....	117
50. L'accord procédural.....	117
51. Evolution de la jurisprudence.....	117

§2. — *L'objet*

52. L'objet : définition.....	118
53. Conception factuelle ou juridique de l'objet.....	118

SECTION II

Catégories de demandes

54. Demande principale et demandes incidentes.....	119
55. Les demandes incidentes	
a) La demande nouvelle.....	120
56. b) La demande additionnelle.....	121
57. c) La demande reconventionnelle.....	121
58. d) La demande en intervention.....	122
59. e) Les demandes provisoires.....	122
60. f) Les demandes subsidiaires.....	122
61. Mode d'introduction de ces différentes demandes.....	122

Numéros

Pages

SECTION III
Effets de la demande

62. Le lien d'instance.....	122
63. Effets à l'égard du juge.....	122
64. Effets à l'égard des parties.....	123

SECTION IV
Les défenses

65. Définition de la défense.....	123
66. Les défenses au fond.....	123
67. Les exceptions.....	124
68. a) Les exceptions dilatoires.....	125
69. b) Les exceptions péremptoires.....	125
70. Les fins de non-recevoir.....	125
71. Distinction entre fin de non-recevoir et exception.....	126
72. Tableau récapitulatif.....	126

CHAPITRE VI
LES NULLITÉS

73. Notion.....	127
-----------------	-----

SECTION I
Principes

74. Définition des nullités de forme.....	128
75. <i>Premier principe</i> : pas de nullité sans texte (art. 860. al. 1).....	128
76. <i>Second principe</i> : pas de nullité sans grief (art. 861).....	128
77. Exception au second principe : les nullités absolues (art. 862).....	129
78. Les délais.....	129

SECTION II
Couverture de la nullité

79. L'acte a été réitéré ou régularisé.....	129
80. La nullité n'a pas été soulevée en temps utile.....	130
81. La nullité a été soulevée en temps utile mais l'acte a réalisé le but que la loi lui assigne (art. 867).....	130
82. La nullité a été soulevée en temps utile mais il ressort du dossier que la formalité non mentionnée a en fait été remplie (art. 867).....	131

SECTION III

Exceptions

83. Principe : une sanction des vices de forme affectant les actes de procédure.	131
84. Exceptions	
a) Les jugements.	131
85. b) Les violations des règles fondamentales relevant de l'organisation judiciaire.	131
86. Tableau récapitulatif.	133

CHAPITRE VII

DÉLAIS

SECTION I

Classification des délais

87. Distinction.	134
88. Les délais pour introduire une procédure.	134
89. Les délais de procédure.	135

SECTION II

Sanction du non-respect des délais*§1. — Les délais prescrits à peine de nullité*

90. Régime de la sanction.	136
91. Couverture de la sanction.	136

§2. — Les délais prescrits à peine de déchéance

92. Régime de la sanction.	137
93. Couverture de la sanction.	137
94. Tableau récapitulatif.	138

§3. — Les délais prescrits à peine d'écartement d'office

95. Les délais prescrits à peine d'écartement d'office des débats de pièces ou de conclusions.	138
--	-----

§4. — Les délais non sanctionnés

96. Les délais non sanctionnés (délais d'ordre).	138
97. Sanctions envisageables pour les délais d'ordre.	139

Numéros

Pages

CHAPITRE VIII

MODES ALTERNATIFS DE RÈGLEMENT DES CONFLITS

98. Développement des modes alternatifs de règlement des conflits.	140
---	-----

SECTION I

La transaction

99. Régime de la transaction.	141
------------------------------------	-----

SECTION II

La conciliation

100. La conciliation facultative.	141
101. La conciliation obligatoire.	141
102. Procédure.	142

SECTION III

La médiation

103. Définition.	142
-----------------------	-----

§1. — *Les différentes hypothèses de médiation*

104. La médiation volontaire.	143
105. La médiation judiciaire.	144
106. Les hypothèses non visées par la loi.	144

§2. — *Régime juridique de la médiation*

107. Confidentialité et secret professionnel.	144
108. Système d'agrément des médiateurs.	144
109. Effets de la médiation sur les obligations des parties et la procédure en cours. .	145
110. Assistance judiciaire.	145

SECTION IV

La tierce décision obligatoire

111. Définition et régime juridique.	145
112. Tierce décision obligatoire et notaires.	146

Numéros

Pages

SECTION V

L'arbitrage

113. Régime général (renvoi).....	146
114. Arbitrage et notaires.....	147

SECTION VI

La force exécutoire des modes alternatifs de règlement des conflits

115. Comparaison de la force exécutoire des modes alternatifs de règlement des conflits.	147
---	-----

CHAPITRE IX

LES PROFESSIONS JUDICIAIRES

116. Les magistrats.	149
117. Les greffiers.	150
118. Les avocats.....	150
119. Les huissiers.	150
120. Les référendaires et les juristes de parquet.	151
121. Le personnel administratif des greffes et des parquets.	151
122. Les mandataires de justice.....	151

TITRE II

COMPÉTENCE

CHAPITRE I

PRINCIPES GÉNÉRAUX RELATIFS À LA COMPÉTENCE

SECTION I

Notion

123. Définition de la compétence.....	153
---------------------------------------	-----

Numéros

Pages

SECTION II

Classifications

§1. — *Compétence matérielle — compétence territoriale*

124. Compétence matérielle (compétence d'attribution).	154
125. Compétence territoriale.	155
126. Cas particulier : le défaut du défendeur.	155

§2. — *Compétence ordinaire — générale — spéciale — exclusive*

127. Compétence ordinaire.	156
128. Compétence générale.	156
129. Compétence spéciale.	156
130. Compétence exclusive.	156
131. Distinction entre compétence spéciale et compétence exclusive.	157

SECTION III

Exceptions aux règles de la compétence

132. Principe.	158
------------------------	-----

§1. — *Litispendance*

133. Notion.	158
134. Effets.	159
135. Exception sur le plan international.	159

§2. — *La connexité*

136. Notion.	159
137. Exception de connexité.	160
138. Conséquences.	160
139. Exception.	160
140. La jonction directe.	160

§3. — *L'indivisibilité*

141. Notion.	161
142. Conséquences.	161

§4. — *Les incidents de répartition*

143. Notion.	162
----------------------	-----

SECTION IV

Compétence et demandes incidentes

144. Incidence des règles de compétence sur les demandes incidentes.	162
--	-----

Numéros	Pages
<i>§1. — Demande reconventionnelle</i>	
145. Classification des demandes reconventionnelles.	162
146. Compétence pour connaître d'une demande reconventionnelle.	163
<i>§2. — Demande en intervention</i>	
147. Compétence pour connaître d'une demande en intervention.	163
SECTION V	
Critères de détermination de la compétence	
148. Moment de l'appréciation de la compétence.	163
<i>§1. — En ce qui concerne l'objet de la demande</i>	
149. Evolution de la jurisprudence.	164
<i>§2. — En ce qui concerne la valeur de la demande</i>	
150. Rôle joué par la valeur de la demande.	166
151. Demande évaluable en argent.	166
152. Demande portant sur une fraction d'une créance plus importante.	167
153. Demande non évaluable en argent.	167
<i>§3. — En ce qui concerne la qualité des parties</i>	
154. Qualité de commerçant.	168
SECTION VI	
Règlement des conflits de compétence	
<i>§1. — Le tribunal d'arrondissement</i>	
155. Principe — Cas dans lesquels le tribunal d'arrondissement n'intervient pas. . . .	168
<i>§2. — Traitement des déclinatoires de compétence</i>	
156. Principe.	169
157. Déclinatoire soulevé par le défendeur.	170
158. Déclinatoire soulevé d'office par le juge.	170
159. Effets de la décision statuant sur la compétence.	171

Numéros

Pages

CHAPITRE II

LA COMPÉTENCE TERRITORIALE

SECTION I

Règles supplétives

160. Notion.	173
161. Cas particuliers.	174
162. Régime juridique.	174

SECTION II

Règles impératives

163. Notion.	174
164. Régime juridique.	174
165. Cas d'application.	174

SECTION III

Règles d'ordre public

166. Notion.	175
167. Régime juridique.	175
168. Cas d'application.	175

CHAPITRE III

LA COMPÉTENCE D'ATTRIBUTION

169. Préambule.	176
----------------------	-----

SECTION I

Le tribunal de première instance

§1. -- *Compétence ordinaire*

170. Le concept de compétence ordinaire.	176
---	-----

§2. — *Compétences spéciales*

171. Préambule.	177
172. Contentieux relatif à l'état-civil, au mariage, à la filiation (art. 569, 1 ^{er}).	178
173. Autorité parentale (C. civ., art. 374 et 387 <i>bis</i>).	178

Numéros	Pages
174. Procédures successorales, liquidations et partages (art. 569, 2° et 4°)	178
175. Contestations élevées sur l'exécution des jugements et arrêts (art. 569 5°).	178
176. Exequatur des décisions rendues par les juges étrangers (art. 570).	179
177. Autres matières (art. 569).	179

§3. — *Compétence d'appel (d'ordre public)*

178. Compétence d'appel.	179
----------------------------------	-----

SECTION II
Le tribunal de commerce

179. Composition des chambres du tribunal.	180
180. Principe : les litiges entre commerçants pour actes réputés commerciaux.	180
181. Dérogations.	180
182. Autres compétences spéciales.	181
183. Compétence exclusive — Faillites et concordats.	181
184. Compétence d'appel des décisions du juge de paix.	181

SECTION III
Le tribunal du travail

185. Composition des chambres du tribunal.	182
--	-----

§1. — *Compétences spéciales*

186. Article 578 du Code judiciaire.	182
--	-----

§2. — *Compétences exclusives*

187. Sécurité sociale.	183
188. Règlement collectif de dettes.	183

SECTION IV
Le juge de paix

189. Juge cantonal.	183
-----------------------------	-----

§1. — *Compétence générale*

190. Demandes de faible valeur.	183
---	-----

§2. — *Compétences spéciales*

191. Compétences spéciales ou exclusives ?	184
192. Le contentieux locatif (art. 591, 1°).	184
193. Le contentieux des droits et devoirs de époux (C. civ., art. 221 et 223).	184

Numéros	Pages
194. La protection de la personne des malades mentaux et des biens des incapables (art. 594, 15° et 16°).....	185
195. Le contentieux des pensions alimentaires (art. 591, 7°).....	185
196. Le crédit à la consommation et les facilités de paiement (art. 591, 21°).....	185

SECTION V

Le tribunal de police

197. Evolution de la compétence civile du tribunal de police.	186
--	-----

SECTION VI

La cour d'appel et la cour du travail

198. Compétences de la cour d'appel et de la cour du travail.	187
--	-----

SECTION VII

La Cour de cassation

199. Compétence de la Cour de cassation.	187
---	-----

SECTION VIII

La juridiction présidentielle*§ 1. — Les actions en référé***A. PRINCIPES**

200. Le phénomène du référé.	188
201. Compétence d'attribution des présidents.	189
202. Compétence territoriale.....	189

B. CONDITIONS : L'URGENCE ET LE PROVISOIRE

203. L'urgence	
a) Définition.....	190
204. b) Qualification.	190
205. Le provisoire.....	191
206. Typologie des mesures prises par le juge des référés.....	192

C. EXEMPLES D'APPLICATION DE LA PROCÉDURE EN RÉFÉRÉ

207. Mesures d'instruction.	193
208. Mesures conservatoires.	193
209. Injonctions de faire ou de ne pas faire.	193
210. Référé provision.....	193
211. Référé en matière administrative.	194
212. Référé en matière de conflits collectifs du travail.....	196
213. Référé en matière pénale.	196

Numéros

Pages

§2. — *Les actions «comme en référé»*

214. Développement du contentieux «comme en référé»	197
---	-----

TITRE III

PROCÉDURE

CHAPITRE I

MODES D'INTRODUCTION DE LA PROCÉDURE

SECTION I

L'acte introductif d'instance

§1. — *Les différents modes introductifs d'instance*

215. Problématique	199
216. Le procès-verbal de comparution volontaire	199
217. La requête conjointe	200
218. La requête contradictoire	
a) Notion	200
219. b) Problème de la date de la notification : les théories de l'expédition et de la réception	201
220. c) Modification légale	202
221. d) Mentions et régime juridique	203
222. La requête unilatérale	203
223. Le dépôt du dossier au greffe	204
224. La saisine permanente	204

§2. — *La citation*

225. Notion	205
226. Le contenu	205
227. La signification	205
228. a) La signification à personne	206
229. b) La signification à domicile	206
230. c) La signification par dépôt	206
231. d) La signification au Parquet	207
232. e) La signification transfrontalière	207
233. f) La signification électronique	207
234. Le délai de citation	
a) Durée	208
235. b) Computation	208

Numéros

Pages

SECTION II

Mise au rôle et dossier de la procédure

236. Le rôle général et les rôles particuliers.	208
237. L'omission du rôle	
a) L'omission du rôle général.	209
238. b) L'omission du rôle particulier.	209
239. c) Effets de l'omission du rôle.	209
240. La radiation du rôle.	209
241. Le dossier de la procédure.	209

SECTION III

Comparution et représentation des parties

242. Modes autorisés de comparution.	210
243. Juridictions d'exception.	210
244. Juridictions du travail.	210
245. Matière fiscale.	211
246. Exception au droit de se défendre seul.	211
247. Exception à l'obligation de comparaître physiquement : la déclaration de postulation.	211

SECTION IV

Audience d'introduction

248. Notion.	211
-------------------	-----

CHAPITRE II

L'INSTRUCTION DU DOSSIER ET LES PLAIDOIRIES

249. Instruction de l'affaire.	212
-------------------------------------	-----

SECTION I

Le circuit court : les «débats succincts»

§ 1. – *Les différentes formes de débats succincts*

250. Les débats succincts ordinaires.	212
251. Les «débats succincts assimilés».	213
252. Les «débats succincts présumés».	213

§ 2. — *Mesures qui peuvent être adoptées
durant la procédure en débats succincts*

253. Typologie des mesures prises en débats succincts.	214
---	-----

Numéros	Pages
§3. — <i>Particularités de la procédure en débats succincts</i>	
254. Caractéristiques des débats succincts.....	214
SECTION II	
Le circuit long	
§1. — <i>Le début du circuit long</i>	
255. Renvoi au rôle.....	215
256. Modification légale.....	215
§2. — <i>La communication des pièces</i>	
257. Principe.....	215
258. Délai.....	216
259. Formes et preuve de la communication.....	216
260. Sanction de la non-communication des pièces.....	217
§3. — <i>La communication et le dépôt des conclusions</i>	
261. Les conclusions.....	217
262. Le dépôt et l'envoi des conclusions.....	218
263. a) Le dépôt.....	218
264. b) L'envoi.....	219
§4. — <i>La mise en état consensuelle</i>	
265. La formule classique : le renvoi au rôle et la mise en état sur une base spontanée.....	219
266. La formule nouvelle : les calendriers fixés amiablement.....	220
§5. — <i>La mise en état forcée</i>	
267. La mise en état judiciaire	
a) L'article 747, §2, du Code judiciaire.....	220
268. b) Procédure.....	221
269. c) Sanction.....	221
270. d) Les «fausses conclusions additionnelles».....	221
271. La mise en état judiciaire : appréciation critique.....	222
272. La mise en état légale (abrogée).....	222
273. Les éléments nouveaux justifiant de nouveaux délais pour conclure.....	222
§6. — <i>La procédure écrite</i>	
274. La procédure écrite — Notion et utilité.....	223

Numéros

Pages

SECTION III

L'audience et le délibéré§1. — *L'audience et la clôture des débats*

275. L'audience.....	224
276. La clôture des débats.	224

§2. — *La communication au ministère public*

277. Conditions.....	225
----------------------	-----

§3. — *La réouverture des débats*

278. Notion.....	225
279. La réouverture des débats à la demande d'une des parties.....	225
280. La réouverture des débats ordonnée d'office.....	226
281. Suite de la réouverture des débats.....	227

SECTION IV

L'instruction et le jugement par défaut

282. Notion.....	228
283. Hypothèses dans lesquelles un jugement par défaut peut être prononcé.	228
284. Autres hypothèses.....	229
285. Effets du jugement par défaut.....	229

CHAPITRE III

LE JUGEMENT

SECTION I

Catégories de jugements

286. Notion.....	231
287. En fonction de leur auteur.....	231
288. En fonction de leur contenu.....	231
289. En fonction de la procédure.....	232
290. En fonction de l'intensité de leurs effets.....	232

SECTION II

Mentions et contenu du jugement

291. Mentions.....	232
292. Contenu	
a) La motivation.....	232
293. b) Le dispositif.....	233

Numéros

Pages

SECTION III
Prononcé — Signification

294. Le prononcé.	233
295. Le support de la décision.	233
296. Communication du jugement aux parties.	234

SECTION IV
Interprétation et rectification

297. Principe.	234
298. Interprétation.	234
299. Rectification.	235
300. Règles communes aux deux procédures.	235

SECTION V
Effets du jugement

§1. — *L'effet extinctif*

301. Portée de l'effet extinctif.	235
--	-----

§2. — *La force probante*

302. Force probante du jugement.	236
---------------------------------------	-----

§3. — *L'effet obligatoire*

303. Principe.	237
304. Jugement déclaratif.	238
305. Jugement constitutif.	238

§4. — *L'autorité de chose jugée*

306. Notion.	238
307. Décisions auxquelles s'attache l'autorité de chose jugée.	239
308. Jugement définitif, jugement avant dire droit, jugement mixte.	240
309. Ordonnances de référé.	241
310. Conditions de l'autorité de chose jugée : identité de parties, d'objet, de cause. .	241
311. Effets de l'autorité de chose jugée.	242
312. Relativité de la chose jugée.	242

§5. — *La force exécutoire*

313. Notion.	243
314. Conditions.	243
315. L'exécution provisoire.	244
316. Types de jugements exécutoires par provision.	244
317. Palliatifs à l'exécution provisoire.	245
318. Résumé.	245

Numéros

Pages

CHAPITRE IV
PROCÉDURES PARTICULIÈRES

SECTION I

La demande sur requête unilatérale

319. Notion.	247
320. Mentions de la requête.	247
321. Procédure.	247
322. Recours.	247

SECTION II

La procédure en référé

323. Introduction de la procédure.	248
324. Mise en état.	248
325. Ordonnance et recours.	248

SECTION III

La procédure sommaire d'injonction de payer

326. Notion.	248
-------------------	-----

CHAPITRE V
LES INCIDENTS

SECTION I

L'intervention volontaire

327. Principe.	250
328. Conditions de recevabilité.	250
329. a) L'intervention conservatoire.	250
330. b) L'intervention agressive.	251
331. Procédure.	251

SECTION II

L'intervention forcée

332. Notion.	252
333. Procédure.	252
334. L'intervention forcée conservatoire.	252
335. L'intervention forcée agressive.	253

Numéros	Pages
336. L'intervention forcée en degré d'appel.....	253

SECTION III
La reprise d'instance

337. L'interruption de l'instance.....	253
338. Effets de l'interruption de l'instance.....	254
339. La reprise d'instance.....	254

SECTION IV
Le désistement

340. Notion.....	255
------------------	-----

§1. — *Le désistement d'instance*

341. Notion.....	255
342. Procédure.....	255
343. Forme.....	256
344. Effets.....	256

§2. — *Le désistement d'action*

345. Notion et procédure.....	256
-------------------------------	-----

SECTION V
Les récusations

346. Notion.....	257
347. Impartialité objective et impartialité subjective.....	257
348. Examen des causes de récusation.....	258
349. Procédure.....	259

CHAPITRE VI
LES PREUVES

SECTION I
Principes

350. Charge et administration de la preuve.....	260
351. Le rôle du juge dans l'administration de la preuve.....	261

Numéros

Pages

SECTION II

La production de documents

352. Principes.	261
353. Le secret professionnel.	262
354. Sanctions de l'inexécution de l'injonction de production de documents.	262

SECTION III

La vérification d'écritures et le faux civil

355. Notion.	263
356. La vérification d'écritures.	263
357. Le faux civil.	263
358. Procédure.	264

SECTION IV

L'enquête*§1. — Généralités*

359. Notion.	264
360. Admissibilité.	264
361. Qui peut être entendu comme témoin ?	265
362. Obligation de témoigner.	265

§2. — Procédure

363. La décision ordonnant l'enquête.	265
364. Convocation.	265
365. Identification du témoin et prestation de serment.	266
366. Interrogatoire des témoins.	266
367. Clôture de l'enquête.	266
368. L'enquête contraire.	266

§3. — Validité et valeur probante des témoignages

369. Nullités.	267
370. Valeur des déclarations des témoins dans d'autres procédures.	267
371. Force probante.	267

SECTION V

L'expertise*§1. — La problématique de l'expertise*

372. Définition.	268
373. Aspects négatifs de l'expertise.	268
374. Refus de l'expertise.	268
375. Alternatives à l'expertise.	269

Numéros	Pages
§2. — <i>La désignation de l'expert</i>	
376. Qui peut être expert ?	269
377. Le jugement de désignation.....	270
§3. — <i>Le déroulement de l'expertise</i>	
378. Le caractère contradictoire de l'expertise.	270
379. Le contrôle du tribunal.....	270
380. Fin de la mission de l'expert.	270
§4. — <i>Le rapport d'expertise</i>	
381. Force probante du rapport.	271
382. Nullité du rapport.....	271
383. Inopposabilité du rapport.	271
384. Remplacement de l'expert.....	272
§5. — <i>Les honoraires de l'expert</i>	
385. Notion.....	272
386. La provision.....	272
387. Les honoraires.	272
SECTION VI	
L'interrogatoire des parties	
388. Notion.....	273
SECTION VII	
Le serment	
389. Notion.....	273
SECTION VIII	
La descente sur les lieux	
390. Notion.....	273
SECTION IX	
Le constat d'adultère	
391. Notion.....	274

Numéros

Pages

CHAPITRE VII

LES DÉPENS

SECTION I

Généralités

392. Définition.	275
393. Il faut une partie succombante.	275
394. Il faut un jugement définitif.	276
395. Règles particulières.	276

SECTION II

Énumération des dépens

396. Généralités.	276
397. L'indemnité de procédure.	276
398. Les frais de défense.	277
399. Les frais d'exécution.	278

SECTION III

Liquidation des dépens

400. Principe.	278
---------------------	-----

CHAPITRE VIII

LES VOIES DE RECOURS

SECTION I

Règles communes à toutes les voies de recours

401. Les voies de recours ordinaires et extraordinaires.	279
---	-----

§1. — Délais

402. Nature du délai.	279
403. Calcul.	279
404. Sanction.	280

§2. — Décisions susceptibles de recours

405. Principe — L'appel-nullité.	281
---------------------------------------	-----

Numéros	Pages
406. Exceptions générales au droit de recours	
a) L'accord des parties.....	281
407. b) L'acquiescement.....	281
408. c) La décision ou la mesure d'ordre.....	283
409. d) La décision ordonnant certaines mesures d'instruction.....	283

SECTION II

L'opposition

§1. — Généralités

410. Définition.....	283
411. Compétence.....	283
412. Quand l'opposition est-elle possible?.....	284
413. Recevabilité.....	284

§2. — Formes

414. Opposition par exploit d'huissier.....	285
415. Opposition par comparution volontaire.....	285
416. Opposition par requête contradictoire.....	285

§3. — Motivation

417. Exposé des moyens de l'opposant.....	285
---	-----

§4. — Délai

418. Délai d'opposition.....	286
------------------------------	-----

§5. — Effets de l'opposition

419. Principe.....	286
420. Effet suspensif.....	286
421. Effet dévolutif.....	286
422. Effet relatif.....	286

§6. — Effets de la décision rendue sur opposition

423. Confirmation — Rétractation.....	287
424. Exécution de la décision rendue sur opposition.....	287

SECTION III

L'appel

§1. — Généralités

425. Définition de l'appel.....	287
426. Examen des fonctions de l'appel.....	288

Numéros	Pages
427. Le «double degré de juridiction» : exposé de la règle.	288
428. Recevabilité de l'appel : qualité et intérêt.	289
429. Terminologie : les parties, l'instance, l'appel principal ou incident.	290

§2. — Jugements susceptibles d'appel

430. Principe : appel possible contre toute décision.	290
431. Exceptions communes à toutes les voies de recours (renvoi).	290
432. Exceptions propres à l'appel	
a) Les jugements rendus en premier et dernier ressort.	290
433. b) Les jugements statuant sur la compétence.	292
434. c) Dispositions légales particulières.	293

§3. — Délai d'appel

435. Principe.	293
436. Exceptions au délai d'un mois à compter de la signification	
a) L'appel incident.	293
437. b) L'appel des jugements avant dire droit ou rendus sur la compétence.	293
438. c) Délais particuliers.	294
439. Récapitulatif.	294

§4. — Formes de l'appel

440. Exploit d'huissier.	295
441. Requête contradictoire.	295
442. Pli recommandé.	295
443. Conclusions.	295

§5. — Mentions de l'acte d'appel

444. Mentions obligatoires.	295
----------------------------------	-----

§6. — Procédure en appel

A. L'INTRODUCTION DE LA CAUSE

445. Principe.	296
---------------------	-----

B. LA MISE EN ÉTAT

446. Le circuit court.	296
447. Le circuit long.	297
448. Moyens nouveaux.	297
449. Demandes incidentes.	297
450. Demande additionnelle.	297
451. Demande nouvelle.	297
452. Demande reconventionnelle.	297
453. Intervention conservatoire.	298
454. Intervention agressive.	298

Numéros	Pages
C. LE PRONONCÉ DE LA DÉCISION D'APPEL	
455. Jugements ou arrêts par défaut.	299
456. Sanctions de l'appel abusif.	299
§7. — Effets de l'appel	
457. A. Principe.	299
458. B. Effet suspensif (renvoi).	299
459. C. Effet dévolutif.	299
460. Exception à l'effet dévolutif : la confirmation d'une décision ordonnant une mesure d'instruction.	300
461. D. Effet relatif.	301
462. Comment concilier effet dévolutif et effet relatif?	302
463. Exception à l'effet relatif : l'appel incident.	302
464. Les conditions de recevabilité de l'appel incident	
a) Intérêt et qualité de l'appelant.	303
465. b) Condition relative au sujet actif de l'appel incident.	304
466. c) Condition relative au sujet passif de l'appel incident.	304
467. d) Le lien d'instance.	305
468. Cas particulier : l'appel principal par conclusions.	305
§8. — Effets de la décision rendue sur appel	
469. Confirmation — Réformation.	305
470. Exécution.	306
SECTION IV	
Le pourvoi en cassation	
§1. — Notions et délais	
471. Généralités.	306
472. Décisions susceptibles d'un pourvoi en cassation.	306
473. Parties à l'instance.	307
474. Délai.	307
§2. — Effets du pourvoi en cassation	
475. Absence d'effet suspensif.	307
476. Effet dévolutif limité.	307
477. Effet relatif.	307
§3. — Procédure	
478. Particularités de la procédure en cassation.	308
§4. — Effets des arrêts de cassation	
479. Confirmation — Cassation — Renvoi.	308

Numéros

Pages

SECTION V

Les autres voies de recours extraordinaires§1. — *La tierce opposition*

480. Notion.	309
481. Recevabilité — Qualité et intérêt.	309
482. Délai.	310
483. Procédure : tierce opposition principale et incidente.	310
484. Effets	
a) Effet suspensif.	311
485. b) Pas d'effet dévolutif.	311
486. c) Effet relatif.	311
487. Recours.	311

§2. — *La requête civile*

488. Définition.	311
-----------------------	-----

§3. — *La prise à partie*

489. Définition.	312
-----------------------	-----

CHAPITRE IX

LES SAISIES ET LES VOIES D'EXÉCUTION

490. Notion.	313
-------------------	-----

SECTION I

L'exécution en nature

491. Principe.	313
492. Exécution en nature par huissier.	313
493. Exécution en nature par un tiers.	313
494. L'astreinte (renvoi).	313

SECTION II

Les saisies

495. Renvoi.	314
-------------------	-----

Numéros

Pages

CHAPITRE X

L'ASSISTANCE JUDICIAIRE ET L'AIDE JURIDIQUE

496. Présentation du problème.	315
497. L'assistance judiciaire.	316
498. L'aide juridique : de première ligne, de deuxième ligne.	317
499. Et l'assistance technique ?	318
500. Caractère récupérable de l'assistance judiciaire et de l'aide juridique.	318

CHAPITRE XI

LA PROCÉDURE PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

SECTION I

Le projet Phénix

501. Situation de départ.	319
502. La loi du 20 octobre 2000 et ses suites.	319

SECTION II

Les institutions du système Phénix

503. Objectifs.	320
504. Organes.	320

SECTION III

Les lois relatives à la procédure par voie électronique

505. Les lois des 10 juillet et 5 août 2006.	321
---	-----

§1. — *Les principes généraux*

506. L'équivalence entre électronique et papier.	321
507. L'absence d'obligation de recourir à l'électronique.	322
508. La signature électronique.	322

§2. — *La communication judiciaire*

A. DESCRIPTION DE LA COMMUNICATION JUDICIAIRE

509. Organigramme.	323
-------------------------	-----

Numéros	Pages
B. CONCEPTS GÉNÉRAUX	
510. Le prestataire de services de communication (PSC).....	324
511. L'adresse judiciaire électronique.....	324
C. RÈGLES NOUVELLES EN MATIÈRE DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE	
512. Principe.....	325
513. Le flux entrant.....	325
514. Le flux sortant.....	325
515. La communication externe.....	326
D. LE MOMENT DE PRISE D'EFFET DES ACTES ÉLECTRONIQUES	
516. Exposé de la question.....	326
517. Gestion des dysfonctionnements.....	327
§3. — <i>Le dossier électronique</i>	
518. La gestion électronique du dossier de procédure.....	327
Organiigramme des juridictions.....	329
Bibliographie.....	331